



Gewerkschaft des Verkehrspersonals
Syndicat du personnel des transports
Sindacato del personale dei trasporti

SEV Secrétariat central
Communication
Steinerstrasse 35
Case postale 1008
3000 Berne 6
Mobile+41 79 357 99 66
media@sev-online.ch
www.sev-online.ch

Conférence de presse de l'USS – revendications salariales du 7 juillet 2023

La paix sociale a un prix

Christian Fankhauser, vice-président SEV

Dans les transports publics, la situation n'est pas très différente de celle des autres secteurs. Certes, nous ne négocions généralement pas avec des entreprises privées, mais avec des entreprises publiques de "service public". Mais cela ne facilite pas forcément les choses.

L'automne dernier, nous avons obtenu des revalorisations de salaire dans la plupart des branches, mais pas toujours la pleine compensation du renchérissement. Dans un cas, nous avons même dû faire grève. Aux Transports publics genevois (TPG), il a fallu un arrêt de travail d'un jour et demi pour obtenir la compensation du renchérissement. Cette année, cela risque d'être encore plus difficile.

En effet, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter souhaite réduire les prestations allouées au trafic régional de personnes de 7,8 % ou 92 millions. Il s'agit d'une grave erreur stratégique, car reporter la charge sur les cantons peut amener à d'éventuelles suppressions de prestations et donc une détérioration de l'offre de service public et pour faire bonne mesure, le Conseil fédéral veut encore économiser sur l'infrastructure ferroviaire au cours des prochaines années.

Ces mesures d'économie prévues par le Conseil fédéral dans les transports publics sont inacceptables et purement idéologique. Les entreprises tenteront de faire des économies sur le dos des travailleurs, alors que celles-ci manquent cruellement de personnel. Nos collègues ne comptent plus les heures supplémentaires, le taux d'absentéisme prend l'ascenseur, car les corps disent stop. Alors que nous devrions rendre les métiers des transports publics plus attractifs avec de meilleures conditions de travail et de bons salaires, la Confédération met en place des mesures d'économie.

Il est inacceptable que la politique prenne de telles décisions après la votation d'il y a trois semaines. Le 18 juin, le peuple a posé les jalons pour l'avenir en disant oui à la loi sur la protection du climat. La Confédération est tenue d'entreprendre tout ce qui est possible pour que la Suisse soit climatiquement neutre d'ici 2050. L'une des tâches les plus importantes est de

rendre les transports plus durables. En d'autres termes, la Confédération doit investir davantage dans les transports publics. Avec les dernières décisions, c'est exactement le contraire qui se produit. Les transports publics risquent de devenir moins attractifs. La protection du climat risque de dérailler.

Les négociations salariales de l'automne 2023 sont un grand défi. Nous n'accepterons pas un gel des salaires. Nous nous battons contre cela : Dans la rue le 16 septembre, lors des négociations qui débuteront en automne et, si nécessaire, avec d'autres mesures de lutte.

Les politiques - notamment le Conseil fédéral - doivent être conscients que la paix sociale a un prix.